



## 11. La stabilisation du nouvel ordre autoritaire (mars-avril 2016)

Cette période de stabilisation relative des pratiques répressives est marquée par la succession de visites d'éminents émissaires étrangers soucieux de faire connaître aux autorités les inquiétudes que suscitait la détérioration de la situation sécuritaire du pays parmi la communauté internationale.<sup>1</sup> Si personne n'attendait vraiment de résultats notables de ces pourparlers, il était possible d'en escompter une pause dans le processus de montée des tensions. Cette pause a finalement prévalu et perduré.

Beaucoup d'expatriés ont quitté le pays. On ne rencontre plus beaucoup de "Bazungu" à Bujumbura.<sup>2</sup> Toutes les activités sont au ralenti notamment les commerces et les marchés car la situation économique est devenue très difficile et le franc burundais plonge. Les forces de police y sont omniprésentes et la peur s'est installée. De nombreux barrages filtrent la circulation dans la journée sur certains axes et à proximité des lieux sécurisés (comme la radio nationale). Le soir, les bars comme les restaurants sont quasi déserts, sauf le samedi. Plus grand monde ne circule à la tombée de la nuit.

Les visiteurs étrangers étant désormais rares et la délivrance des visas très sélective, ma présence a donc surpris nombre de mes interlocuteurs habituels aussitôt disponibles pour débattre aussi bien parmi les politiques, les militants, les hommes d'églises, les journalistes, les cadres divers, etc.

Une large part des échanges était alors consacrée à décrire les vécus quotidiens et leur environnement de proximité puisque tel est actuellement le niveau de base de la réflexion et de l'action politiques.

Il apparut d'emblée évident que les entretiens avec les représentants des autorités étaient ouvertement "pilotes". Hormis les entrevues avec les habituels interlocuteurs en charge des médias, l'accès direct aux personnes exerçant des fonctions éminentes dans l'appareil du CNDD-FDD n'était plus de mise. La quasi-totalité des numéros de téléphones privés ou professionnels utilisés en juin dernier n'étaient d'ailleurs plus valides.<sup>3</sup> Ensuite, une fois les contacts téléphoniques actualisés, personne ne répondait aux appels directs avant d'avoir reçu un SMS ou un email préalable d'identification. La quasi-totalité des contacts établis ont alors abouti. À la différence des séjours antérieurs et, apparemment, pour des raisons de contrôle des accès aux bâtiments officiels, aucun entretien n'a été fixé sur les lieux de travail de mes interlocuteurs et tous se sont invités à mon hôtel ou au restaurant. Trois rencontres n'ont pu

---

<sup>1</sup> Avec, entre autres, Jörg Lauber, président de la Configuration Burundi aux Nations unies en charge du suivi des ex-missions permanentes dans ce pays – BNUB, MENUB - et représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, les chefs d'État de l'Union africaine, l'archevêque anglican de Canterbury et le Conseil Œcuménique des églises de Genève.

<sup>2</sup> Il faut également relever la mise en place d'un recensement des étrangers en mars 2016 et l'octroi d'une carte spéciale qui permet de les contrôler.

<sup>3</sup> La structuration des services de renseignements s'est renforcée en quelques mois de manière phénoménale. L'ensemble des services de télécommunication passe dorénavant par la société turque ITS. Tous les officiels (hommes politiques, militaires, ...) ont de nouveaux numéros et il semble que la surveillance d'un très grand nombre de lignes téléphoniques soit désormais systématique pour toutes les personnalités d'importance.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

avoir lieu. Elles concernaient des personnes que j'avais l'habitude de voir : deux hauts gradés de l'armée et de la Police et le porte-parole du parti CNDD-FDD. Plus généralement, il s'est avéré délicat de rencontrer des membres des forces armées sauf quelques échanges limités ou protégés. Mais en contrepartie, j'ai pu m'entretenir quotidiennement avec des officiers "putschistes" incarcérés.

Malgré ces contraintes, toutes les entrevues ont été marquées par une grande liberté de ton alternant entre les discours convenus et des démarcations personnelles désormais considérées en tête à tête comme nécessaires. La tonalité des échanges avec mes interlocuteurs a ainsi été dominée par les préoccupations de gouvernance politique ou socio-économique alors que le contexte sécuritaire restait *de facto* en retrait.

D'une manière générale, on pouvait constater quotidiennement que parmi ces élites administratives, politiques et gestionnaires de tous bords les informations circulaient largement et très vite, que tout un chacun sait relativement bien ce qui se passe dans le pays et se tient informé de ce qui s'écrit sur le pays.<sup>4</sup> Des acquis et des comportements empreints d'une vigilance constante issus d'une longue pratique des contextes autoritaires. Les réponses aux questions posées étaient presque toujours fiables, même lorsqu'elles étaient partielles ou que tout n'était pas dit. Mais il était possible de les corroborer avec un niveau raisonnable de précision en recourant à d'autres interlocuteurs ou réseaux. De même, les informations venant de l'étranger sont manifestement suivies avec beaucoup d'intérêt. Les mieux informés sur la situation nationale et les plus attentifs aux informations des médias internationaux sont assurément les proches du pouvoir.

Bien évidemment, cette analyse ne vaut que pour ceux qui se doivent d'être informés et/ou qui ont le temps et la possibilité de le faire. Une démarche et une disponibilité impensables pour la majorité de la population qui ne peut accéder qu'à la seule information officielle. Or, celle-ci a renoué avec la forme et des contenus basiques en matière de propagande. La réouverture des médias (Rema FM et la couverture très partielle du pays par la radio *Isanganiro*) ne contribue guère à pallier les attentes.

Les perceptions vécues dans les quartiers sont beaucoup plus prosaïques et exprimées avec force au visiteur incongru, notamment le soir.

Il en ressort qu'il n'y avait pas (plus) de rafles ou de descentes de police spectaculaires dans la capitale, mais que des enlèvements ciblés de civils continuaient. Par contre, il y avait toujours des perquisitions, notamment dans les quartiers dits contestataires (comme Cibitoke, Mutakura, Gihosha, Musaga, Ngagara et Nyakabiga, voire Buyenzi,...), au cours desquelles les forces de sécurité se livraient à des vols. Dans ces quartiers, beaucoup de maisons désormais inoccupées

---

<sup>4</sup> 1. "La crise burundaise renvoie à des frustrations économiques, sociales et politiques", *Radio France Internationale*, <http://www.rfi.fr/afrique/20150611-crise-burundi-frustrations-economiques-politiques-guichaoua-nkurunziza/>

2. "Burundi : Le pouvoir a pris le risque de plonger le pays dans une grave crise politique", *Justice Info.net* (Fondation Hironnelle, Harvard Humanitarian Initiative, Oxford Transitional Justice Research), <https://www.justiceinfo.net/fr/959-le-pouvoir-a-pris-le-risque-de-plonger-le-pays-dans-une-grave-crise-politique.html>

3. "Le soupçon et la peur au cœur du régime burundais", *Justice Info.net*, 12 septembre 2015 : <https://www.justiceinfo.net/fr/2028-burundi-les-camps-responsables-des-recents-assassinats-sont-heterogenes.html>

"Burundi: Fear and Suspicion Within Burundi Regime", <https://www.justiceinfo.net/en/2052-fear-and-suspicion-within-burundi-regime-says-expert.html>

4. "Heurs et malheurs du 'modèle burundais'", *The Conversation*, 24 janvier 2016 et *JusticeInfo.net*, 25 janvier. <https://theconversation.com/heurs-et-malheurs-du-modele-burundais-53279> ;

"Explainer: what's gone wrong in Burundi's search for stability": <https://theconversation.com/explainer-whats-gone-wrong-in-burundis-search-for-stability-54014>

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

ont été pillées. En raison de l'insécurité, des exactions, des entraves diverses aux déplacements<sup>5</sup>, de nombreux habitants ont déménagé vers des quartiers moins exposés. Certains quartiers se sont ainsi vidés progressivement de leur population depuis les débuts du mouvement de protestation. Les jeunes de ces quartiers seraient quant à eux stigmatisés et traqués. Les habitants sont exaspérés. Les personnes ayant séjourné en Europe et plus encore au Rwanda sont soupçonnées de soutenir la rébellion.

L'impunité est désormais la règle, ne serait-ce qu'en raison des représailles qui s'abattent sur le plaignant et ses proches en cas de plaintes. La police fait ce qu'elle veut car il se trouvera toujours quelqu'un qui, à un échelon ou un autre, couvrira les exactions ou crimes commis par tel policier ou telle unité. Tous les policiers n'approuvent pas ce laisser-aller, peut-être même la majorité d'entre eux, mais comme tout le monde peut en douter ou simplement se demander si tous ceux qui portent ces uniformes sont vraiment des policiers et s'ils sont vraiment en service commandé.

Ainsi, la globalisation s'impose et la méfiance prévaut envers tout le corps. Le fait qu'elle soit dans le même temps devenue une police "mendiante" par cupidité et intérêt personnels ou pour des raisons prosaïques de "niveau de vie" aggrave cette perception. D'autant plus que les disparitions et enlèvements multiplient les occasions de soutirer de l'argent partout où les membres des familles des disparus enquêtent : dans le quartier auprès de l'administration communale, dans les bureaux de police, les prisons jusqu'à la direction du SNR où les sommes exigées sont les plus importantes sans la moindre garantie que les informations livrées ou promises soient crédibles. Une reprise en main supposerait pour le moins de rétablir le droit élémentaire du recours à la justice de tous les citoyens. Présentement une illusion. Dans le contexte de difficultés financières généralisées, ce sont progressivement tous les actes de la vie quotidienne reposant sur un rapport d'autorité ou de dépendance qui se trouvent gangrenés par la tentation ou le besoin des dépositaires de l'autorité et de moyens de dissuasion.

Dans les quartiers protestataires, personne ne peut garantir la sécurité des personnes et des biens. La police et la justice y ont perdu toute crédibilité et légitimité. Il y a désormais parmi les jeunes et plus généralement la population des quartiers et groupes ciblés un fort potentiel de haine à l'égard des forces de sécurité. À l'origine d'actes ponctuels de vengeance voire d'actions suicidaires.

Même dans les quartiers "préservés", les habitants sortent le moins possible et rentrent chez eux dès les obligations quotidiennes accomplies, il est rare d'aller chez les uns et les autres après le travail. La peur des indicateurs et agents des services de renseignement est omniprésente.

Par nécessité, la population fait donc preuve d'une grande capacité de résilience. L'enjeu, c'est la faim et la survie quotidienne dans une économie qui a fortement pâti du conflit. Les civils vivent la politique à travers la subsistance.

La situation à l'intérieur du pays est décrite comme très différente d'une province à une autre. Certaines provinces sont considérées comme tenues par des pro-Nkurunziza, d'autres sont considérées comme plus réservées vis-à-vis du pouvoir. Mais ce distinguo est délicat à formaliser car toutes sont sous contrôle du parti CNDD-FDD et de ses soutiens. Ainsi, même dans les provinces qui ont donné des pourcentages non négligeables de voix aux partis d'opposition comme Bujumbura-rural, celles riveraines du lac ou frontalières, toutes les communes sont *de facto* administrées par le CNDD-FDD avec le renfort des jeunesses du parti.

---

<sup>5</sup> Ainsi, les jeunes opposés au troisième mandat de Pierre Nkurunziza qui assuraient la "défense" des quartiers en mai et juin 2015 sollicitaient fréquemment des soutiens financiers de la part des habitants. Notamment aux entrées et sorties des quartiers de la part de ceux qui se rendaient à leur travail.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

Concernant les *Imbonerakure*, la situation a beaucoup évolué depuis l'assassinat d'Adolphe Nshimirimana en août 2015. En effet, au travers d'activités économiques informelles ou ouvertement mafieuses menées principalement dans l'est de la RDC, il était en mesure d'assurer le financement de l'essentiel des dépenses du mouvement et les "frais de bouche" des militants. Mais il était aussi un homme d'autorité très proche des jeunes auprès de qui il était très populaire. C'est lui qui a structuré les jeunesses, les a entraînées et militarisées et surtout disciplinées. Alain-Guillaume Bunyoni, ministre de la Sécurité publique, a repris le flambeau d'Adolphe Nshimirimana auprès des *Imbonerakure* mais n'ayant pas le charisme d'Adolphe Nshimirimana, étant un homme plutôt froid et distant, il ne dispose pas d'un réseau de soutiens aussi étendu dans les provinces pour assurer une coordination et un contrôle effectifs sur cette force milicienne sollicitée de toutes parts. Le tandem Nshimirimana-Bunyoni était puissant, solidaire et incontournable. Bunyoni seul ne peut empêcher un éclatement des centres de décisions et des concurrences dont les *Imbonerakure* profitent.

### Quelle stratégie pour les formations politiques de l'opposition ?

Pierre Nkurunziza ne veut pas négocier. L'ambiance qui prévaut actuellement est celle d'un parti unique. Il n'y a pas de place pour la contradiction. Quelle réponse ?

La personnalité de Pierre Nkurunziza suscite des appréciations très contrastées qui très souvent mettent en doute la cohérence et la rationalité de son comportement. Tout laisse pourtant penser, malgré l'absence et la distance apparentes qu'il manifeste dans la gestion des affaires courantes, qu'il observe attentivement ses interlocuteurs, tâte le terrain et se met en arrière-plan après avoir soigneusement sélectionné le ou les relais qui s'exprimeront ou agiront en son nom. Il excelle ensuite à les mettre en compétition en leur transmettant des consignes souvent contradictoires. Éliminer les numéros 2 et 3 du régime comme cela a été tenté par un groupe de militaires opposants dans le prolongement du putsch du 13 mai ne pouvait suffire, au-delà des hommes forts qui le dirigent, c'est un système qui s'est approprié le pouvoir et l'a profondément restructuré. Toutefois, pour une large part, on peut penser que les "ennemis" les plus dangereux pour son avenir se trouvent aujourd'hui au l'intérieur du système lui-même notamment au sein de l'armée d'où pourraient partir des opérations commandos d'ampleur si l'étau sécuritaire venait à se relâcher. L'armée comme la police sont certes totalement contrôlées par des éléments fidèles, mais toutes les actions d'éclat d'août, septembre et décembre derniers montrent que dans ce cas les troupes chargées de défendre les lieux ne l'ont pas fait. Comme si elles n'étaient pas sûres ou désireuses d'avoir à choisir leur camp en cas de confrontation avec des dissidents des mêmes corps qu'eux qui pourraient être les chefs de demain.

Par ailleurs, et toujours dans les institutions, Agathon Rwasa et son parti FNL sont vraisemblablement les adversaires potentiels les plus dangereux pour la présidence parce que leur légitimité dans la conduite de la guerre de libération est aussi forte et incontestable que celle du parti au pouvoir. Parce que tout le monde sait qu'ils ont accepté de participer à l'exécutif pour disposer d'une tribune et ne pas être décimés ou assassinés. Agathon Rwasa jouit personnellement d'une grande popularité. Ainsi, l'ordre règne grâce à une politique de terreur et d'élimination des traîtres ou adversaires prenant comme référence celle menée au Rwanda vis-à-vis des opposants au régime Kagame.<sup>6</sup>

Inévitablement donc, parmi les thèmes les plus abordés par mes différents interlocuteurs venait en tête pour les uns la question de la "résistance armée" face au monopole du pouvoir et à la répression tous azimuts qui s'instauraient et, à l'inverse, pour les tenants du régime, le

---

<sup>6</sup> L'arrestation suivie de la disparition début mars 2016 d'Hugo Haramategeko, président d'un petit parti d'opposition (NADDEBU), montre la banalisation de ces pratiques.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

problème de la neutralisation des insurgés et “putschistes” et du rétablissement de l'ordre. Des préoccupations antagoniques à l'origine de vifs débats sur lesquels rares étaient ceux des divers camps énonçant des propos convaincants et convaincants.

De son côté, l'opposition a certes été victime d'une très forte répression mais elle peine à se fédérer et à trouver une stratégie commune avec la difficulté supplémentaire d'accorder les voix des opposants en exil, des cadres sur place et des populations.

Le CNARED (Conseil National pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au *Burundi* et de l'Etat de droit) est aujourd'hui sans vrai leadership ni ligne politique, ses représentants ne parvenant pas à construire un front commun.

Si tout le monde convenait, par réalisme contraint, de l'inanité des ingérences étrangères ou du caractère éminemment improbable [d'interventions internationales](#), le débat sur la nécessité et la crédibilité d'une résistance armée contre “la dictature” qu'instaurait le CNDD-FDD était omniprésent. Par rapport à l'argumentaire développé dans mes articles précédents, je précise ici que l'engagement rwandais auprès de groupes rebelles burundais dans la Ruzizi a changé de nature mais n'a pas cessé pour autant. Les entraînements dans les camps de réfugiés se poursuivent tout comme les livraisons d'armes à divers groupes burundais en RDC. Faute de commandement unifié, il revient aux rebelles de faire leurs preuves et de trouver des alliés fiables et des implantations sûres au sein des communautés congolaises. Cette question apparaît toujours extrêmement délicate pour la direction du CNARED incapable d'imposer son autorité aux diverses composantes du mouvement et qui défend, selon les jours et les interlocuteurs, la prééminence du combat politique et/ou des actions militaires sans être en mesure d'identifier clairement la direction comme la ligne stratégique qui guideraient ces groupes. Ainsi, la plupart condamnaient le principe du recours à la violence, tout en refusant de se démarquer de ses partisans et ... alliés.

Une telle position est régulièrement dénoncée par les autorités au pouvoir comme étant une simple démarcation opportuniste de politiciens impuissants qui font de la lutte armée un argument de chantage et de pression pour exiger d'être reconnus comme interlocuteurs. Pourtant aux yeux de nombre de militants “civils”, après tant de décennies de désillusion au Burundi comme dans toute la région, il apparaît suicidaire d'investir et de miser sur une nouvelle génération de combattants et d'élites guerrières. L'urgence pour le court terme consiste plutôt à dissuader les candidats au départ (“Nous ne pouvons laisser tous ces jeunes à disposition des aventures”) et désarmer autant que faire se peut les auteurs de guerres et de troubles, de mobiliser les forces de paix et, pour le moyen terme, d'identifier et de promouvoir des démocrates.

Quoiqu'il en soit, pour tous, le rapport de force extrêmement défavorable sur le terrain, rend urgent l'affichage d'une ligne politique claire portée par une direction homogène qui affirmerait ouvertement son choix en faveur de la reprise d'un dialogue politique et qui assurerait *a minima* un “commandement solidaire” aux différentes composantes de cette branche militaire (qui “permettrait au moins aux différents combattants de reconnaître les leurs”). Ce point de vue, durement débattu entre les responsables du CNARED de l'intérieur comme de l'extérieur a finalement prévalu et motivé le remplacement de Léonard Nyangoma. Toutes les ambivalences ne sont pas levées mais, bien que tardive, cette clarification salutaire s'est imposée avec l'élection de Jean Minani comme nouveau président du CNARED le 25 avril 2016.<sup>7</sup> Une nomination inconvenante pour les autorités de Bujumbura qui 4 jours après ont suscité la mise en place par des “membres mécontents” d'un “comité de restauration de l'idéologie du parti”.

---

<sup>7</sup> Le CNARED regroupe 23 partis et organisations. Jean Minani est le président fondateur du parti Sahwanya Frodebu-Nyakiru (“authentique”). Créée en 2008, cette aile dissidente du Frodebu ne s'était pas jointe aux partis d'opposition ayant boycotté les élections législatives et présidentielle de 2010.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

Aussitôt élu, le président de ce comité a lancé un processus conduisant à la convocation d'un congrès national extraordinaire pour destituer Jean Minani et prendre la direction avec l'aval du ministère de l'Intérieur du parti "nyakurisé" (authentique).

Ce faisant les autorités démentaient d'emblée les espoirs de relance d'un "dialogue inclusif" lors des échanges d'"Arusha 1" programmés au début mai 2016 après l'envoi par le médiateur tanzanien d'invitations séparées aux divers dirigeants des formations politiques regroupées au sein du CNARED (Conseil National pour la Restauration de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi, de la Constitution de 2005 et de l'État de droit).

L'accusation de putschiste déjà portée contre Jean Minani, pour être fondée, semblait pourtant avoir été transgressée. Voilà une nouvelle confirmation de l'intransigeance du régime envers des opposants condamnés en quelque sorte à parvenir à s'imposer pacifiquement ou ... violemment. Un distinguo de toutes façons ténu aux yeux des autorités qui ont transformé la gradation manifestants/insurgés/putschistes/ terroristes en continuum faisant de tout déviant un élément ennemi.

Depuis lors, l'intransigeance des autorités burundaises face à toute ouverture politique demeure inchangée, et tout laisse penser qu'elle le restera tant que le rapport de force sera à ce point déséquilibré. Elle s'est illustrée à nouveau à la fin juin lors des ultimes négociations préluant à l'envoi des invitations pour une seconde série de rencontres d'"Arusha 2" fixée du 9 au 12 juillet. Une date finalement reportée *sine die* qui a suscité l'incompréhension des formations de l'opposition regroupée au sein du CNARED. À nouveau, le cadre politique expatrié du CNARED n'a pas été en mesure de se doter d'un leadership homogène qui lui aurait permis de se présenter comme un interlocuteur de poids vis-à-vis de la facilitation tanzanienne.

Pour le CNDD-FDD, gagner du temps est la priorité. Chaque mois écoulé permet de consolider son emprise sur les institutions et d'étouffer plus encore une opposition réduite au silence, sans moyen d'existence ni possibilité d'expression. Toute négociation, tout recul permettrait à ses divers opposants et déviants de recouvrer ne serait-ce qu'informellement des espaces d'expression, voire d'action au Burundi même.

Cette globalisation et le recours à une stratégie autoritaire de "dialogue" se sont aussi illustrées de manière caricaturale sur d'autres terrains que le CNDD-FDD avait pourtant considérés comme des champs d'action privilégiés en 2015 dans sa stratégie d'implantation politique et de reprise en main des forces vives de la capitale.

Rappelons par exemple que des élections étudiantes ont été organisées le 8 avril 2016 à l'Université du Burundi et préparées de longue date par un fort investissement politico-bureaucratique des jeunes militants *Imbonerakure* pour s'assurer le contrôle des associations d'étudiants. 11.000 électeurs sur 13.000 ont participé à ces élections dans des conditions normales. Pour autant, le soir à l'heure du dépouillement, craignant le désaveu des candidats CNDD-FDD, les responsables administratifs de l'Université n'ont pas donné la consigne de dépouiller jusqu'à ce que des groupes non identifiés interviennent pour forcer les urnes et disperser les bulletins. Le scrutin était alors annulé et l'équipe rectorale nommait elle-même des représentants provisoires sans même prendre la peine d'annoncer l'organisation d'un nouveau scrutin.

Le second groupe cible prioritaire en matière d'implantation et d'encadrement politiques était les agents de la fonction publique. Des personnels dépendants et décrits comme "opportunistes" trop heureux déjà de continuer à être payés bien que touchés par de sévères mesures d'austérité<sup>8</sup>, les voilà eux aussi fermement invités à adhérer à la "refondation" en cours

---

<sup>8</sup> Ils consomment les 4/5<sup>ème</sup> du budget de fonctionnement de l'État et sont avec les forces de l'ordre au cœur des préoccupations des autorités.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

et à participer aux activités de mobilisation. Nous étions alors loin des discours de propagande et de mobilisation des meetings officiels comme ceux qui ont prévalu lors de la cérémonie officielle de “vernissage” organisée le 9 mars pour la publication de l’ouvrage de l’ex-ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale, M. Laurent Kavakure. Un ouvrage intitulé *Burundi : l'épreuve de la démocratie, août 2010-août 2015* qui retrace la longue anticipation et préparation du coup d'état présumé du 13 mai 2015 visant à rétablir le “pouvoir des élites tutsis” (“je ne veux pas dire que ce sont tous les Tutsis !”, précise-t-il néanmoins). Des élites qui, selon ses propos, n'auraient jamais adhéré aux accords d'Arusha et admis l'élection du Président de la République au suffrage universel. Il s'agissait là d'une présentation officielle édifiante d'un “travail approfondi de recherche” rédigé par un frondeur repent et félicité pour son panégyrique par un groupe de panelistes enthousiastes devant un parterre de plus de 200 personnalités, cadres et intellectuels divers. Ainsi, après 9 mois de “mise en congé”, l'ex-ministre réintégrait formellement la sphère publique avec à la clé une nomination au poste stratégique de secrétaire exécutif de la Commission Vérité-Réconciliation.

À voir la timidité des manifestations de résistance et la résignation générale qui prévaut parmi ces clientèles politiques et corps professionnels influents, fortement politisés et structurés, on peut aisément imaginer la faiblesse des marges de manœuvre dont peuvent disposer les populations rurales à l'intérieur du pays placées sous la tutelle omniprésente des jeunesses et des administrations communales, coupées de sources d'informations libres sans guère de possibilité de faire connaître les pressions et l'arbitraire dont elles font sans cesse l'objet.

### Quelles “forces de paix” ?

Le panorama quelque peu désabusé de la double sphère politique suscitée ou exclue par le coup de force électoral victorieux ne laisse guère entrevoir des évolutions notables sauf déstabilisation profonde de la situation au Burundi du fait d'un collapse économique et/ou de dissensions majeures au sommet de l'État et des corps de défense et de sécurité.

L'analyse des rapports de force réels ou supposés au sein du système de pouvoir mis en place depuis l'instauration du cadre constitutionnel consensuel et démocratique nés des accords d'Arusha dégage clairement trois forces majeures attachées à sa défense. Des forces qui aujourd'hui encore sont susceptibles de peser notablement sur l'évolution de la situation politique et sociale afin de sortir des logiques de confrontation, rétablir la confiance entre les citoyens et défendre le principe d'une société plurielle.

#### *1. Les Forces de défense nationale*

La première à l'évidence relève des corps de défense et de sécurité et principalement de la force de défense nationale. Rappelons en effet que lors des élections générales de 2010, le retour de la paix et la réussite de la politique d'intégration des ex-Forces armées burundaises et des différentes rébellions armées au sortir de la guerre civile avaient été des arguments forts de la campagne du CNDD-FDD. Et c'est à ce titre encore qu'en 2012, lors des 50 ans de l'Indépendance, les FDN avaient incarné aux yeux de toute la population la stabilité et la confiance dans les nouvelles institutions démocratiques et pluralistes. Cette légitimité reconquise et reconnue après 30 années de régimes militaires reposait sur un cadre constitutionnel négocié, une représentation à parité ethnique, une politique active de professionnalisation, le respect de l'ordre hiérarchique et de la chaîne de commandement.

Il n'en allait pas de même avec la Police nationale, le Service national de renseignement (SNR) et les unités de protection des institutions, trois composantes des corps de défense et de sécurité non concernées par la politique des quotas et considérées comme des structures de

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

recyclage des ex-combattants et des militants du parti au pouvoir peu ou mal encadrés et souvent accusés d'abus et de prédateurs vis-à-vis des populations en liaison avec les jeunes *Imbonerakure* du parti CNDD-FDD. Acquis pour l'essentiel au pouvoir en place, ce sont aussi ces trois forces qui ont activement porté la répression contre les "insurgés" et "putschistes" présumés depuis la mi-mai 2015. Dès le début du mouvement de protestation à la fin avril, les FDN s'étaient démarquées assez ostensiblement des brutalités policières malgré les fortes pressions et sollicitations pour les impliquer aux côtés d'une police mal organisée et peu efficace en matière de maintien de l'ordre.

Le 13 mai 2015, invoquant cette légitimité, la majorité des officiers du haut-commandement avait annoncé vouloir mettre fin à la dérive politique et sécuritaire en cours et proposé de définir une issue de crise négociée excluant la possibilité d'un troisième mandat pour le président sortant. Malgré un large soutien populaire, la mobilisation déterminée et brutale des partisans du président Nkurunziza a rapidement mis un terme à l'illusion pacifiste. Épuration politique, surveillance généralisée, arrestations, mutations, désertions, instauration d'une hiérarchie parallèle sont devenus le lot quotidien au sein des FDN reprises en main par les officiers du sérail présidentiel afin de les contraindre à soutenir les projets de "refondation" du nouvel ordre politique. Il s'agit de briser leur unité, de mettre fin à la neutralité politique de ses membres ainsi qu'à leur impartialité dans l'accomplissement de leurs missions (article 256 de la Constitution). Il est difficile de savoir si cette politique a eu raison de la cohésion des FDN, mais les assassinats croisés et les règlements de comptes qui perdurent tout comme la peur dans laquelle vivent les hauts dignitaires du régime prouvent pour le moins que les FDN demeurent une institution avec laquelle il faut toujours compter. Dans cette optique, j'ai été très surpris d'être autorisés à m'entretenir régulièrement avec des officiers de hauts rangs putschistes et emprisonnés.

Malgré le contexte de dégradation accélérée de la gestion du pays, l'armée dans sa diversité demeure un des derniers éléments de référence d'un ordre social légitime qui s'effrite.

### 2. La "société civile" sauvegardée

La seconde force de paix, très différente de par ses finalités, réside dans la "société civile" redessinée par la crise. Très schématiquement, face au double rouleau compresseur du parti CNDD-FDD et du ministère de l'Intérieur, les partis d'opposition n'occupaient plus guère de positions fortes dans les institutions et sur le terrain depuis les élections boycottées de 2010. Seule la majorité des organisations non gouvernementales et la sphère des médias échappaient encore au contrôle du parti unique *de facto* grâce à leur fort ancrage populaire et aux fonctions sociales éminentes qu'elles remplissaient.

D'une certaine façon, un transfert de tâches s'était instauré progressivement en raison du discrédit pesant sur le personnel politique et des divisions entre les partis au profit des militants et personnalités de la société civile plus engagés sur les terrains de mobilisation du quotidien, plus proches des aspirations populaires et surtout les plus en capacité de les faire connaître, de les populariser grâce au relais direct et omniprésent des médias dont le Burundi s'est doté dès la paix retrouvée. Dans ce contexte, on peut même penser que le rétrécissement constant du champ des libertés imposé par le pouvoir consacrait en quelque sorte les hommes et femmes des médias comme de nouveaux héros populaires et courageux qui n'avaient d'autres armes que la parole, leurs écrits et leur courage jusque dans les geôles où ils faisaient de fréquents allers-retours.

La crise a bouleversé ce champ en neutralisant durablement et dans l'ordre les médias privés, les ONG des droits de l'homme et plus largement le secteur associatif indépendant. Le panorama s'est fortement restreint aux structures puissantes, disposant de ressources

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

importantes et diversifiées et dont l'assise sociale repose sur des activités "subsidiées" indispensables notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation. On retrouve là au premier plan, l'ensemble des églises, l'Église catholique notamment, la plus importante et en situation de quasi monopole dans certaines provinces, mais aussi le vaste réseau des églises œcuméniques. À ce niveau aussi, on assiste à des glissements de fonction. Si les églises "mineures" profitent de la volonté du pouvoir de rompre ce que beaucoup d'observateurs avaient souvent qualifié de co-gestion complice du pays entre l'Église et l'État, la montée des tensions et des exclusives politiques poussent la grande majorité des populations urbaines et rurales vers ces lieux de rassemblement et de prière ouverts à tous qui incarnent la paix et la concorde entre les citoyens. De ce point de vue, dès la fin des années 1980, le vent de la démocratie avait conduit l'église catholique à s'émanciper du cadre du parti unique à s'ouvrir politiquement et socialement en se recentrant sur sa mission pastorale. L'église catholique accueille désormais des "composantes UPRONA, FRODEBU et CNDD-FDD". Cette déconnexion du champ politique est un élément majeur pour l'unité des fidèles dans la conjoncture actuelle d'autant plus que tous savent que la même diversité prévaut au sein de la hiérarchie catholique qui sait surmonter ses désaccords internes lorsqu'il lui faut s'exprimer publiquement sur les désordres sociaux et politiques.

De ce point de vue, l'Église catholique et quelques unes des églises œcuméniques figurent assurément parmi les rares lieux où une expression plurielle prévaut dans le respect et la tolérance vis-à-vis des positions et engagements de tous. C'est bien cela qui explique l'important regain de la pratique religieuse. La participation volontaire d'importants effectifs de fidèles aux offices religieux donne à voir et à ressentir une unité sauvegardée et des formes de solidarité collective durable.

Contrairement aux dénonciations des dirigeants du parti CNDD-FDD, cela ne fait pas pour autant de ces églises des pôles de subversion, mais pour le moins des lieux de protection, d'entraide et de secours. Il est clair aussi que la dénonciation des violences et de toutes autres formes d'abus impunis conforte un mouvement de résistance pacifique voire induit des manifestations collectives lorsque des limites supportables sont franchies en matière d'autoritarisme, d'arbitraire ou de dénuement extrême.

Dans ce contexte, on comprend mieux pourquoi au début de ce mois de mars 2016, lors de la visite de l'archevêque de Canterbury à Bujumbura, le seul énoncé public des points qu'il envisageait d'aborder au cours de son entretien avec le chef de l'État<sup>9</sup> a suffi à déclencher des manœuvres de contournement étonnante. Des manœuvres qui démontraient la crainte des autorités de les voir rendues publiques et partagées avec d'autres confessions. Avoir réussi à empêcher la tenue de la réunion consacrée à la rédaction d'un communiqué commun avec l'épiscopat catholique met à nu les faiblesses de la cause officielle.

De même, l'Église catholique échappe aux stratégies de redéfinition de leur influence et de leur leadership que le ministre de l'Intérieur réussit à mettre en œuvre aussi bien sur le plan de la promotion des équipes que des financements.

### *3. La place vacante des médias*

Vient enfin la troisième force de paix de ce bref exposé. Elle concerne la liberté d'expression et d'information des médias. Sans revenir sur les caractéristiques basiques de la propagande politique partisane structurée autour de mots d'ordre simples qui sont autant d'injonctions et de menaces vis-à-vis des populations, il suffit de dire qu'ils sont compris et suivis au prorata du

---

<sup>9</sup> "Personne ne peut laisser entendre qu'il détient le pouvoir de Dieu", "Celui qui détient le pouvoir de Dieu, ne peut rester indifférent aux souffrances imposées au peuple de Dieu", "Le dialogue doit être engagé avec toutes les forces concernées y compris les rebelles", etc.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

niveau d'encadrement et de contrainte. Il en va de même avec les informations délivrées aux populations et les discours de sensibilisation servis aux cadres et aux publics cultivés dont l'indigence des contenus et la vacuité des propos et des analyses sont consternantes.

Ainsi, il est rare d'assister dans un pays au déclenchement d'une telle crise politique, économique et sociale sans même que la nécessité d'un argumentaire "positif" soit considérée comme indispensable. Et ce n'est pas l'annonce d'un projet politique de "refondation" pour contrer la volonté présumée de reconquête du pouvoir par les élites tutsies qui peut donner à rêver à des temps meilleurs et aux dividendes de la paix rétablie.<sup>10</sup> Ladite "refondation" repose sur trois piliers : la réduction drastique du nombre des partis agréés<sup>11</sup>, l'enregistrement des seuls grands partis et la "reformulation des quotas". Dans le contexte de fragilisation et d'incertitude qui prévaut, il apparaît clair qu'aux yeux des autorités toute ouverture en matière de liberté d'expression et de reconstruction du réseau des médias est considérée comme présentement impensable ou susceptible de produire des effets disproportionnés qu'il leur serait difficile de gérer.

Toutes les prises de parole des autorités, quels que soient leur niveau et l'objet de l'intervention, relèvent désormais de la "sensibilisation" et il est difficile de savoir qui de celui qui délivre le message ou qui l'écoute est le plus inquiet sur l'appréciation qui sera portée sur la qualité de sa prestation et la conformité de la réponse attendue. Il est en effet aisé de constater les peurs qui prévalent dans l'esprit des personnels des médias en matière d'information alors qu'au-delà de la censure généralisée ils sont personnellement astreints au respect de "strictes règles de déontologie professionnelle".

Au cours de la mission, bien des échanges ont eu lieu avec de multiples interlocuteurs sur les contours techniques, politiques et sécuritaires d'une stratégie de relance concertée de l'activité des médias. Dans le contexte de clarification et de durcissement des positions des divers acteurs impliqués, la ligne de conduite officielle des autorités demeure inchangée : la nécessité de reconstituer un "paysage médiatique diversifié" est certes déclarée comme "incontournable au regard des standards internationaux et régionaux" à condition que les médias concernés et leurs personnels soient dument sous contrôle.

Ce dilemme perdura. Rappelons que suite à la réunion restreinte du "Comité de pilotage Pouvoirs publics/Médias" de la fin mai 2015 et de l'échec de la mise en œuvre du processus de réouverture des médias, des échanges informels se sont poursuivis pour organiser une nouvelle réunion qui se tiendrait en Suisse ou à Addis-Abeba. Les contacts avec les autorités burundaises<sup>12</sup> et les cadres de négociations pilotés par l'Union européenne avaient été maintenus à cet effet. Nous avons regretté sur ce point les reports successifs qui ont prévalu pour l'organisation de l'atelier dont la tenue le 17 mars n'a finalement été validée que six mois après les dates initiales... L'incohérence des actions et les vives controverses auxquelles il nous a été donné d'assister ces derniers mois ont bloqué des développements attendus, mis à mal des équilibres fragiles, affiché des dissensions dommageables pour une mise en scène sans résultat tangible, ni suite ni cadre. Des reports non coordonnés avec d'autres initiatives locales qui ont manifestement brouillés la compréhension des interlocuteurs officiels burundais. Qui en ont pris prétexte pour dissuader toute relance. Ainsi, après un long entretien avec le président du CNC, Richard Giramahoro, le jour même de mon arrivée, j'étais informé le lendemain de son remplacement par Ramadhani Karenga, un "dirigeant historique du CNDD-FDD", terme utilisé

---

<sup>10</sup> Une récente illustration en a été donnée à la mi-juin avec le congrès extraordinaire du parti CNDD-FDD au cours duquel les faits et gestes présidentiels ont monopolisé les médias des jours durant sans qu'il ait même été possible de présenter à son terme une équipe de direction et un programme.

<sup>11</sup> Sur 43 partis agréés, moins de 5 partis ont plus de 5.000 membres déclarés.

<sup>12</sup> Notamment le ministre des Postes, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Médias, Nestor Bankumukunzi, et le président du CNC, Richard Giramahoro.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

par ce dernier pour expliquer sa nomination alors même que le sortant n'en était pas encore informé. Ainsi, d'un côté, les poursuites judiciaires envers les journalistes "putschistes" étaient maintenues, de même que la radicalisation du groupe des journalistes installés à Kigali de l'autre.

Désormais en retrait sur ce sujet et confronté aux interrogations des responsables expatriés des médias, les appuis se sont concentrés sur le renforcement d'*Iwacu*.

Plus important cependant, il faut retenir qu'après dix années d'expression libérée, la transition autoritaire a été particulièrement rude en terme d'audience des médias sur l'ensemble du pays. Elle a en effet mis fin à l'exceptionnelle implication dont tous les citoyens auditeurs et/ou lecteurs avaient fait preuve pour enrichir l'information et au soutien constant qu'ils apportaient à "leurs" médias face aux attaques (poursuites judiciaires, arrestations de journalistes notamment) de la part des autorités. Outre le retour aux discours stéréotypés des officiels similaires aux pratiques des anciens régimes de parti unique, c'est plus globalement l'indigence des contenus diffusés et la vacuité des commentaires qui discréditent les médias "normalisés" et entretiennent un véritable manque parmi toute la population.

### Conclusion

La dynamique qui portait le champ médiatique au cours des années 2012-2015 reposait sur des médias exigeants, pluriels et solidaires en phase avec les attentes des populations urbaines et surtout rurales zappant d'une radio à une autre pour s'informer. Mais aussi, et cela était totalement inédit, pour s'exprimer lors de débats collectifs organisés et retransmis en direct depuis les communes de tout le pays. L'osmose étroite entre la diversité et la qualité de l'offre médiatique d'un côté et les multiples attentes de larges publics qui prévalaient alors au Burundi de l'autre restent à ce jour omniprésentes dans toutes les mémoires. Les médias avaient été à la hauteur des enjeux et espoirs que portaient les commémorations de 2012. On pourrait même dire que ce sont ces multiples débats inédits pilotés par les médias qui ont suscité le plus d'intérêt et donné aux auditeurs sur l'ensemble du pays le sentiment de participer à des moments rares et intenses de paix. Jamais la libération de la parole sur les collines et les centres urbains n'avait été à ce point partagée et il revenait désormais aux "politiques" d'être à la hauteur de ces exigences.

Tous ont depuis lors chèrement payé leur attachement aux libertés et à la vérité, mais la mémoire partagée de ces moments d'échanges directs et intenses demeure bien présente parmi les Burundais. Ils donnaient à voir l'unité et la fraternité, nourrissaient des espoirs conjoints de paix et d'épanouissement des libertés.